

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/IF/18

3 mars 1998

(98-0818)

---

Comité du commerce et du développement  
Cadre intégré pour l'assistance technique  
liée au commerce

Original: anglais

## ÉVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE PRÉSENTÉE PAR LA GUINÉE ÉQUATORIALE

Réponses intégrées de la Banque mondiale, du CCI,  
de la CNUCED, du FMI, de l'OMC et du PNUD<sup>1</sup>

GUINÉE ÉQUATORIALE

---

<sup>1</sup> Ces réponses sont publiées conformément aux dispositions du paragraphe 5 e) du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce (WT/LDC/HL/1/Rev.1).

**ÉVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE  
LIÉE AU COMMERCE PRÉSENTÉE PAR  
LA GUINÉE ÉQUATORIALE**

A. POLITIQUE COMMERCIALE

**a) Quels sont les secteurs qui, à votre avis, ont un potentiel d'exportation inexploité ou sous-exploité?**

Les principaux secteurs ayant un potentiel considérable qui n'a pas encore été exploité sont notamment les industries extractives, l'agriculture et le tourisme.

Les secteurs dont le potentiel est sous-exploité sont, par exemple, la foresterie, l'élevage, le secteur pétrolier, l'agriculture et la pêche.

**b) Pourriez-vous définir le point de vue de votre pays concernant les raisons des changements qui ont pu intervenir dans la structure et l'orientation des courants d'échanges (exportations et importations)?**

Pas de réponse, faute de renseignements pertinents.

**c) Quels ont été tout récemment les objectifs de la politique commerciale, par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années?**

Les objectifs de la politique commerciale, par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années, se caractérisent du fait que nous sommes passés de l'économie planifiée à l'économie de marché.

**d) Quels sont les ministères chargés des questions de politique commerciale, y compris l'élaboration, la mise en œuvre, les moyens d'application et la surveillance? Comment se fait la coordination? Quels sont les rôles respectifs des ministères compétents (en particulier pour ce qui est des politiques tarifaires et autres politiques touchant directement les exportations et les importations de marchandises et de services)?**

Les ministères chargés des questions de politique commerciale sont principalement le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère de la planification et du développement économique, et le Ministère des affaires étrangères et de la coopération. La coordination est assurée par le Ministère des affaires étrangères et de la coopération, qui est l'organe de liaison entre l'extérieur et les ministères concernés. Le Ministère de la planification et du développement économique élabore les plans nationaux de développement sectoriel, tandis que le Ministère de l'économie et des finances est chargé d'appliquer les mesures tarifaires et autres mesures relatives aux importations et exportations de marchandises et de services.

**e) Comment le secteur privé et les établissements universitaires sont-ils associés à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale?**

Il n'y a aucune intervention directe du secteur privé et des établissements universitaires, le premier étant très limité et les seconds se trouvant dans une phase embryonnaire.

**f) Quelles sont les institutions de votre pays qui peuvent jouer un rôle dans la mise en œuvre d'un projet lié au commerce au niveau local? Indiquer leurs rôles respectifs.**

Outre le Ministère de l'économie et des finances, qui supervise la mise en œuvre de la politique commerciale dans le pays, les services compétents en matière de commerce sont la Direction générale du commerce, les municipalités et les départements de l'État. La Direction générale du commerce est chargée d'appliquer la politique commerciale établie par le ministère et de donner des directives aux organismes intéressés.

**g) Quelles sont les principales lois et réglementations en matière de politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez donner une brève description de chacune.**

La Guinée équatoriale est membre de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC). Les principaux règlements en matière de commerce sont ceux qui s'appliquent dans tous les États membres de l'Union, par exemple, les règlements n° 7/65-UDEAC-36 du 14 décembre 1965 et 4/87-UDEAC-1938 du 18 décembre 1987 du Conseil des chefs d'États de l'UDEAC, qui reproduisent notamment le Tarif douanier extérieur dans la colonne des droits d'importation.

**h) Quels sont les principaux instruments de la politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez préciser (par exemple, pour les restrictions à l'importation, les questions pourraient être les suivantes: quels sont les produits assujettis à des interdictions d'importer? quels sont les produits assujettis à des restrictions quantitatives à l'importation? quelles sont les prescriptions en matière de licences? etc.; quel est le taux de droit le plus élevé actuellement en vigueur? existe-t-il des droits d'accise, d'autres taxes "intérieures" dont le taux est différent pour les produits importés ou pour des types de produits principalement importés?).**

La Guinée équatoriale n'applique aucune restriction à l'importation, sauf pour les produits déclarés nocifs par un organisme international. Le taux de droit le plus élevé est de 145 pour cent, applicable aux articles de parfumerie; il existe aussi des droits complémentaires de l'UDEAC.

**i) Si vous êtes Membre de l'OMC ou si vous avez engagé la procédure d'accession, quelles sont les dispositions prises par votre pays pour se conformer aux Accords de l'OMC?**

La Guinée équatoriale n'est pas encore Membre de l'OMC; elle a engagé des démarches pour le devenir.

**j) Le cadre de l'OMC est-il familier:**

- **aux institutions gouvernementales et paragouvernementales?**
- **au secteur privé?**

Les institutions gouvernementales ont une connaissance superficielle de l'OMC.

**k) De quelle assistance technique avez-vous besoin pour pouvoir vous conformer aux Accords de l'OMC?**

La Guinée équatoriale a besoin d'une assistance technique principalement sur les points suivants:

- i) conseil en vue de l'accession à l'OMC;
- ii) analyse de la viabilité du commerce dans le pays et élaboration d'un projet de développement du commerce;

- iii) investissement et autres questions à examiner compte tenu des réponses à ce questionnaire.

**l) Dans quels domaines spécifiques des Accords de l'OMC avez-vous besoin d'une assistance technique (par exemple accès aux marchés, agriculture, règles (pratiques antidumping, subventions, licences d'importation, règles d'origine, sauvegardes, etc.), OTC et SPS, services, ADPIC)?**

Nous avons surtout besoin d'une assistance technique dans les domaines suivants: accès aux marchés, agriculture, licences d'importation, obstacles techniques au commerce et mesures sanitaires et phytosanitaires, services et aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

**m) Comment évaluez-vous vos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations, tant multilatérales que bilatérales, dans des domaines déjà couverts par les Accords de l'OMC et dans d'autres domaines liés au commerce, par exemple la politique de concurrence et le commerce et l'environnement?**

Les capacités en matière d'analyse commerciale et de négociations multilatérales et bilatérales sont encore faibles.

#### **B. OBSTACLES À L'EXPANSION DU COMMERCE**

Les obstacles au commerce, y compris les problèmes sur les marchés d'exportation, l'infrastructure, les capacités humaines, les blocages institutionnels, les problèmes de financement du commerce et les lacunes en matière d'information commerciale, peuvent empêcher un PMA de tirer pleinement parti des possibilités commerciales.

Contraintes au plan de l'offre, y compris les blocages institutionnels

**a) Quels sont les principaux éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue d'exportation de marchandises et de services (par exemple, facilitation du passage en douane, taux de fret, gestion de la qualité, élimination des procédures juridiques et administratives compliquées, manque de personnel qualifié, accès aux facteurs de production importés à des prix internationaux, ou insuffisance des services de télécommunication ou de transport, des installations portuaires, etc.)?**

- Les pays sans littoral peuvent être confrontés à des problèmes additionnels, par exemple s'ils doivent utiliser pour exporter leurs produits des systèmes de transport et des services portuaires coûteux ou peu fiables. Si tel est le cas pour votre pays, veuillez indiquer quels sont ces problèmes. De quel type d'assistance technique auriez-vous besoin pour les régler?

De nombreux éléments font obstacle au développement d'une capacité nationale soutenue d'exportation: manque de personnel qualifié, insuffisance de l'information, et faiblesse du contrôle de la qualité, des moyens de production ainsi que du transport et des installations portuaires.

**b) Y a-t-il des blocages institutionnels susceptibles de nuire à la bonne marche des politiques commerciales de votre pays? Veuillez donner des détails. Par exemple, quels sont les problèmes signalés par les différents acteurs, à savoir les exportateurs, les producteurs, les fournisseurs de services (banques, compagnies d'assurance, services de contrôle de la qualité, transporteurs, etc.), les associations professionnelles et les ministères? Ces problèmes paraissent-ils se poser principalement dans les domaines suivants:**

- i) ressources humaines;

- ii) **gestion de l'institution;**
- iii) **ressources financières et matérielles;**
- iv) **communication.**

Pas de réponse, faute de renseignements pertinents.

**c) Quels sont les principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations?**

Les principaux facteurs qui empêchent la diversification des exportations sont notamment les suivants: accès aux marchés, manque d'information sur nos produits à l'intention des agents économiques internationaux, capacité limitée de nos entreprises, financement, manque de techniques appropriées.

**d) Si l'investissement dans la production de marchandises et de services est insuffisant, quelles en sont les principales raisons? Veuillez préciser (par exemple, contraintes structurelles, difficultés pour attirer l'investissement étranger, développement limité des entreprises, financement, manque de techniques appropriées, etc.).**

En ce qui concerne l'investissement, aux problèmes déjà mentionnés, il faut ajouter la difficulté d'attirer les investissements étrangers.

**e) Existe-t-il une politique nationale visant à encourager les possibilités d'investissement lié à l'exportation? Veuillez préciser. Quelles sont les dispositions prises pour examiner, élaborer et négocier les arrangements contractuels avec les investisseurs étrangers?**

Une loi sur les investissements étrangers a été approuvée, qui garantit les investissements dans le pays ainsi que la possibilité d'effectuer des transferts de fonds à l'étranger.

**f) Quels sont les principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies? Existe-t-il une politique/stratégie nationale dans ce domaine? Veuillez préciser.**

Un des problèmes les plus pressants est l'absence d'une politique cohérente en matière de transfert de technologie.

**g) Quels sont vos besoins d'assistance, technique ou autre, pour atténuer les contraintes au plan de l'offre?**

Pour surmonter ses problèmes sur le plan de l'offre, la Guinée équatoriale doit recevoir une assistance technique afin de définir d'abord les besoins existants puis les solutions à apporter en conséquence.

Promotion des échanges commerciaux et services de soutien

La promotion des échanges commerciaux comprend un ensemble intégré de services techniques et financiers destinés à renforcer la compétitivité globale des entreprises et à faciliter ainsi leur accès et leur participation accrue au commerce international.

**h) Vos entreprises, petites et moyennes en particulier, ont-elles des difficultés à développer leurs exportations? Quels sont leurs problèmes dans les principaux secteurs d'exportation?**

Les principaux problèmes sont liés à l'insuffisance des investissements dans la production et l'identification des marchés.

**i) Quels sont les problèmes que rencontrent vos entreprises lorsqu'elles veulent obtenir des informations fiables et actualisées sur les possibilités d'exportation/importation?**

Une des grandes difficultés constatées tient à l'absence de contact direct avec les entreprises multinationales.

**j) Vos entreprises peuvent-elles offrir aux acheteurs étrangers des produits dont la conception, la qualité et le conditionnement sont acceptables au plan international? Dans la négative, quels sont les problèmes qui se posent?**

En ce qui concerne la fourniture de produits, les petites et moyennes entreprises existantes sont capables de livrer en temps voulu, sauf en cas de difficulté de transport, les produits visés par les contrats; sur le plan de la qualité, toutefois, une assistance technique est nécessaire pour effectuer les contrôles de qualité en vue de répondre aux exigences internationales.

**k) À quels problèmes, autres que ceux qui concernent la politique commerciale, pensez-vous être confronté si vous envisagez de développer vos exportations de services (par exemple, logiciels, tourisme)?**

Les autres obstacles internes au développement du commerce sont l'infrastructure et le transport, dont l'insuffisance est surtout grave pour le tourisme.

**l) Quels sont les problèmes techniques/professionnels rencontrés par les institutions de soutien aux échanges (par exemple, le conseil de promotion des échanges commerciaux, la chambre de commerce, l'association des exportateurs, etc.) de votre pays pour fournir leurs services à des entreprises d'exportation/importation?**

Le commerce dans le pays est entravé par des problèmes techniques, de sorte que le Conseil de promotion des échanges, l'Association des exportateurs et la Chambre de commerce existent davantage sur le papier que dans la pratique.

**m) Quels problèmes et quels inconvénients les entreprises rencontrent-elles dans leurs achats internationaux et la gestion de leurs stocks?**

Il n'y a pas de renseignements disponibles à ce sujet.

**n) Quels sont les disponibilités et arrangements actuels en matière de facilités de financement des échanges (par exemple, garanties de crédit à l'exportation, etc.)? Des carences ont-elles été signalées dans ce domaine?**

Il n'y a pas dans la pratique d'arrangement ni de mécanisme officiel de financement pour promouvoir les exportations.

**o) Quels sont les principaux problèmes qui se posent pour améliorer les qualifications du personnel chargé de la gestion des exportations/importations dans vos entreprises commerciales? Existe-t-il des programmes de formation dans votre pays? Quelles sont les carences?**

Pour améliorer les qualifications du personnel d'exploitation, il faut évidemment lui donner une formation générale dans le domaine du commerce; la volonté de le faire existe de même que le

programme à cette fin, mais nous manquons de moyens pour les mener à bien, ainsi que d'experts en la matière.

**p) Votre service de représentation commerciale réussit-il à promouvoir activement votre commerce? Quelles sont les insuffisances?**

Nous n'avons pas toujours réussi à promouvoir notre commerce, faute d'avoir des technologies appropriées à cette fin.

**q) Veuillez décrire brièvement vos besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien.**

Toutes les initiatives commerciales du pays se trouvent dans une phase initiale.

Accès aux marchés

**r) Quels sont vos principaux problèmes d'accès aux marchés?**

Nous manquons de renseignements sur l'évolution des marchés, faute de participer aux foires commerciales.

**s) Quels problèmes ou obstacles spécifiques gênent le plus vos exportateurs, et dans quels pays les rencontrent-ils?**

Pas de réponse, faute de renseignements.

**t) Arrangements commerciaux régionaux et sous-régionaux: veuillez indiquer les arrangements auxquels votre pays participe. Êtes-vous satisfait de la façon dont ils fonctionnent? Veuillez signaler les problèmes inhérents à chacun d'eux. Avez-vous des suggestions à faire sur la façon de régler ces problèmes?**

La Guinée équatoriale est membre de l'UDEAC; elle en bénéficie uniquement pour les importations. Elle exporte peu vers les autres membres du groupement, car ses industries manufacturières sont très peu développées. Cependant, les principaux produits d'exportation sont les mêmes que ceux des pays membres de l'Union.

**u) Avez-vous des problèmes pour utiliser les systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés, par exemple le SGP, le SGPC? Veuillez indiquer la nature des problèmes inhérents à chacun d'eux.**

La Guinée équatoriale n'a, en fait, jamais fait appel aux systèmes de préférences, qu'il s'agisse du SGP ou du SGPC.

**v) Quels sont vos besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés?**

Nous avons de très gros besoins d'assistance technique dans le domaine du commerce, en ce qui concerne non seulement l'accès aux marchés mais aussi tous les autres aspects des activités commerciales (identification des marchés, études des marchés, etc.).

**C. ASSISTANCE TECHNIQUE**

L'assistance technique est normalement offerte aux pays en développement et aux pays les moins avancés pour constituer ou renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles, leur fournir

des renseignements commerciaux et un soutien juridique lié au commerce, et améliorer leur capacité d'offre afin qu'ils puissent jouer un rôle plus actif dans le domaine des échanges multilatéraux.

**a) Dans la mesure où ce type de renseignements est facilement disponible, pouvez-vous indiquer brièvement quelle assistance liée au commerce vous avez reçue au cours des cinq dernières années de sources bilatérales et multilatérales et quels projets/programmes sont actuellement envisagés dans ce domaine?**

Jusqu'à ce jour, nous n'avons jamais reçu d'assistance technique dans le domaine du commerce, de même qu'il n'existe aucun projet à ce sujet, en raison de notre très grande faiblesse à cet égard.

**b) Veuillez résumer vos besoins d'assistance technique et autres en vous inspirant de la présente liste de questions. Veuillez les classer par ordre de priorité.**

Nous avons besoin d'une assistance technique sur les points suivants:

- i) Conseil juridique pour l'élaboration d'un ensemble de lois commerciales conformes aux prescriptions des règlements commerciaux de l'OMC.
- ii) Formation du personnel.
- iii) Élaboration et adoption d'une politique commerciale adaptée au pays.
- iv) Information, communication et pratiques commerciales pertinentes.
- v) Gestion et promotion du commerce national.
- vi) Élaboration du plan de développement commercial du pays.
- vii) Autres questions pertinentes.

**c) Si vous considérez les renseignements que vous avez pu fournir jusqu'ici en réponse aux questions figurant dans la présente liste, quels types de renseignements vous paraissent manquer encore ou pouvoir être affinés? Auriez-vous besoin d'une assistance technique pour fournir les renseignements manquants?**

Oui, au sujet des questions auxquelles nous n'avons pas pu répondre.

**d) Votre pays dispose-t-il de la capacité technologique et des ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information/de la communication tels que le CD-ROM, Internet, etc.? De quelle assistance auriez-vous besoin pour que votre pays puisse utiliser ces outils dans le contexte de la formation et, sur un plan plus général, dans celui du développement des échanges commerciaux?**

La Guinée équatoriale ne possède pas la technologie nécessaire pour utiliser les CD-ROM et Internet, et a donc besoin d'une assistance technique. Par ailleurs, le personnel disponible actuellement n'est pas formé à l'utilisation de CD-ROM et d'Internet, et l'infrastructure en la matière fait défaut.



**RÉPONSES INTÉGRÉES DE LA BANQUE MONDIALE, DU CCI,  
DE LA CNUCED, DU FMI, DE L'OMC ET DU PNUD**

**GUINÉE ÉQUATORIALE**

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A k): <u>Assistance technique requise pour pouvoir se conformer aux Accords de l'OMC</u>		
La Guinée équatoriale a besoin d'une assistance technique principalement sur les points suivants:		
1) Conseil en vue de l'accession à l'OMC	OMC	Une assistance spécifique sera fournie par l'OMC en rapport avec le processus d'accession de la Guinée équatoriale à l'OMC.
	CNUCED/ PNUD (OMPI)	Un atelier régional sera organisé dans la région pour former des fonctionnaires, des représentants du secteur privé et des ONG à l'élaboration de politiques et de règlements au titre des règles de l'OMC.
	CNUCED	De plus, la CNUCED organisera des ateliers et des séminaires dans le but d'appuyer directement le processus de négociation de l'OMC, y compris le processus d'accession.*
	Banque mondiale/ OMC	Un séminaire régional sera organisé en juin 1998 sur les politiques commerciales dans le cadre de l'OMC.
2) Analyse de la viabilité du commerce dans le pays et élaboration d'un projet de développement du commerce	Organisations	Des organisations ont fait part de leur désir de coopérer avec le gouvernement pour identifier les besoins spécifiques sur le plan pratique et établir les priorités. De nouvelles consultations avec le gouvernement seront nécessaires pour élaborer des projets et des programmes spécifiques et pour rechercher des financements.
	CCI	Le CCI étudie actuellement les détails pour l'organisation sur le terrain d'une mission de programmation.
3) Investissement et autres questions à examiner compte tenu des réponses à ce questionnaire		

\*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A l): <u>Besoins d'assistance technique dans des domaines spécifiques des Accords de l'OMC</u>		
Nous avons surtout besoin d'une assistance technique dans les domaines suivants:		
Accès aux marchés	OMC	Un séminaire national en 1997/1998  - Des séminaires régionaux spécialisés seront organisés à l'intention des pays les moins avancés francophones en 1998 et 1999.  - Un stage de politique commerciale d'une durée de trois semaines sera organisé à l'intention des pays les moins avancés francophones en 1998 ou 1999.
	Banque mondiale/ OMC	Voir la réponse A k).
Agriculture	OMC	Voir la réponse ci-dessus sous "Accès aux marchés".
Licences d'importation	OMC	Voir la réponse ci-dessus sous "Accès aux marchés".
OTC	OMC	Voir la réponse ci-dessus sous "Accès aux marchés".
SPS	OMC	Voir la réponse ci-dessus sous "Accès aux marchés".
Services	CNUCED	Une assistance sera fournie pour permettre au pays de se doter de ses propres capacités dans le domaine de la politique nationale concernant le secteur des services et dans celui des négociations multilatérales sur les services.*
	OMC	Voir la réponse ci-dessus sous "Accès aux marchés".
ADPIC	OMC	Voir la réponse ci-dessus sous "Accès aux marchés".

\* Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A m): <u>Évaluation des capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations</u>		
Les capacités en matière d'analyse commerciale et de négociations multilatérales et bilatérales sont encore faibles.	CCI	Voir la réponse A k) 2.
	CNUCED/ PNUD/ <i>(Consortium international pour la recherche économique en Afrique subsaharienne, ou AERC)</i>	Sur la base d'une synthèse de plusieurs études sectorielles, le PNUD organisera en 1998 et 1999, en coopération avec la CNUCED, des séminaires et des ateliers de réflexion sous-régionaux pour aider les fonctionnaires à préparer leurs positions de négociation pour les prochaines négociations de l'OMC.
	OMC	Voir la réponse A l).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B g): <u>Besoins d'assistance pour atténuer les contraintes au plan de l'offre</u>		
Pour surmonter ses problèmes sur le plan de l'offre, la Guinée équatoriale doit recevoir une assistance technique afin d'apporter des solutions aux problèmes identifiés, et notamment:	CCI	Voir la réponse A k) 2.
1. Le manque de personnel qualifié		
2. Le manque d'information sur nos produits à l'intention des agents économiques internationaux		
3. La faiblesse du contrôle de la qualité		
4. La faiblesse des moyens de production		
5. La faiblesse du transport et des installations portuaires		
6. L'accès aux marchés		
7. Le financement		
8. Le manque de techniques appropriées; l'absence d'une politique cohérente en matière de transfert de technologie		
9. La difficulté d'attirer les investissements étrangers		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B q):  <u>Besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien</u>		
	CCI	Voir la réponse A k) 2 en rapport avec les besoins d'assistance technique mentionnés ci-dessous.
Toutes les initiatives commerciales du pays se trouvent dans une phase initiale. Parmi les problèmes recensés figurent notamment:		
1. Les contrôles de qualité en vue de répondre aux exigences internationales.		
2. Il n'y a pas dans la pratique d'arrangement ni de mécanisme officiel de financement pour promouvoir les exportations.		
3. Pour améliorer les qualifications du personnel d'exploitation, il faut évidemment lui donner une formation générale dans le domaine du commerce; la volonté de le faire existe de même que le programme à cette fin, mais nous manquons de moyens pour le mener à bien, ainsi que d'experts en la matière.		
4. Nous n'avons pas toujours réussi à promouvoir notre commerce, faute d'avoir les technologies appropriées à cette fin.		
5. L'insuffisance des investissements dans la production et l'identification des marchés; l'absence d'études de marchés.		
6. L'absence de contact direct avec les entreprises multinationales.		
7. L'insuffisance de l'infrastructure et des transports, en particulier dans le secteur du tourisme.		
8. Le Conseil de promotion des échanges, l'Association des exportateurs et la Chambre de commerce existent davantage sur le papier que dans la pratique, du fait des problèmes techniques qui viennent entraver le commerce dans le pays.		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b): <u>Résumé des besoins d'assistance technique par ordre de priorité</u>		
1. Conseil juridique pour l'élaboration d'un ensemble de lois commerciales conformes aux prescriptions des règlements commerciaux de l'OMC	OMC	Une assistance sera fournie par l'OMC en temps utile.
2. Formation du personnel	CCI	Voir la réponse A k) 2.
	OMC	Voir la réponse A l).
3. Élaboration et adoption d'une politique commerciale adaptée au pays		Voir la réponse A k) 2, en tenant compte du fait que la Guinée équatoriale est membre de l'UDEAC.
4. Information, communication et pratiques commerciales pertinentes	CCI	Voir la réponse A k) 2.
	CNUCED	Une assistance continuera d'être fournie par l'intermédiaire du CD-ROM TRAINS.
	OMC	Voir la réponse A l).
5. Gestion et promotion du commerce national		
6. Élaboration du plan de développement commercial du pays		Voir la réponse A k) 2.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question C d):</p> <p><u>Besoins d'assistance technique dans le domaine des technologies de l'information, y compris dans celui de la formation des ressources humaines</u></p>		
<p>La Guinée équatoriale ne possède pas la technologie nécessaire pour utiliser les CD-ROM et Internet, et a donc besoin d'une assistance technique. Par ailleurs, le personnel disponible actuellement n'est pas formé à l'utilisation de CD-ROM et d'Internet, et l'infrastructure en la matière fait défaut.</p>	<p>PNUD</p>	<p>Par l'intermédiaire du projet RAF/97/021, le PNUD aidera le gouvernement à élaborer une stratégie pour la promotion de l'utilisation d'Internet.</p>
	<p>OMC</p>	<p>L'OMC mettra un ordinateur et une imprimante laser à la disposition du Ministère du commerce. Elle établira également un point central avec les connexions à Internet nécessaires et fournira des CD-ROM éducatifs.</p>

Actuellement la **Banque mondiale** n'a qu'un projet en cours, qui est un crédit destiné au secteur de la santé. Aucune nouvelle mesure d'assistance technique ni prêt nouveau n'est envisagé pour le moment.

\_\_\_\_\_